

## **Le mouvement Notav, un mouvement écologiste ? Continuités et ruptures politiques de la lutte contre le Lyon-Turin.**

Par Anahita Grisoni, chercheure contractuelle UMR5600 Environnement, Ville, Société, CNRS. Coordinatrice de l'axe 2 « Développement durable et crise écologique » du réseau « Saisir l'Europe – Europa als Herausforderung »

Le 30 janvier 2012, la France et l'Italie signent l'accession de « Tunnel Euralpin Lyon-Turin » (TELT) à la gestion de la voie ferrée devant relier ces deux villes. Le promoteur public succède à la société Lyon-Turin Ferroviaria (LTF), marquant ainsi l'entrée de grand projet d'aménagement dans une phase opérationnelle. En mars 2015, l'opposition à la construction de cette voie ferrée et d'un tunnel de 57 km sous les Alpes – le plus long d'Europe - a de nouveau traversé l'espace public italien. Avec la condamnation morale fortement médiatisée du romancier Erri de Luca et celle de 47 inculpés à des peines de prison fermes par le parquet de Turin, la question de la répression judiciaire prend le pas sur d'autres types de revendications.

Mais le thème de la violence n'a pas toujours été central et l'évolution du mouvement pourrait faire l'objet d'une narration multi-située. L'une des entrées possibles est celle de l'écologie politique. C'est à l'issue de la conférence transfrontalière « Il futuro delle Alpi » (le futur des Alpes), rassemblant en 1989 dans la ville de Trento des associations et des individus se revendiquant de l'écologie que le fondateur du parti « I verdi » (Les verts) initia le mouvement Notav. Quatre associations de défense de l'environnement – Pronatura Piémont, Legambiente Piémont, WWF Piémont et Italia Nostra – fondent le collectif Habitat, qui sera l'un des foyers de l'insurrection dans la ville de Turin et la vallée de Suse. L'acronyme Notav signifie « non aux trains à grande vitesse » et n'a pas été changé depuis, bien qu'il soit contesté par certains militants eux-mêmes.

Dès sa genèse, ce mouvement social (Della Porta et Piazza, 2008) est caractérisé par une mise en commun des différents secteurs de la vie sociale, à l'instar des mouvements écologistes dans les pays dits en voie de développement (Martinez Alier, 1991, Escobar, 1998). Les revendications des premières manifestations du collectif Habitat dans les années 1990 et les témoignages des participants montrent que la contestation porte tant sur les dégradations esthétiques et écologiques liées à la destruction de la montagne comme patrimoine naturel d'exception, que sur les risques de corruption expérimentés quelques années auparavant avec la construction du tunnel du Fréjus.

Cette présentation porte sur un travail en cours, un *work-in-progress*, issu d'une enquête de terrain réalisée entre 2012 et 2014 à Turin, Milan et dans la vallée de Suse, auprès des acteurs se revendiquant à la fois de l'écologie et du mouvement Notav. La méthodologie employée articule plusieurs techniques d'enquête qualitative. Trois d'entre elles seront déclinées au fil de la présentation. L'organisation d'un focus group en août 2014, avec les membres de l'ancien collectif Habitat, aujourd'hui comité de contre-expertise scientifique, a permis de réfléchir avec les acteurs à l'inscription du mouvement dans son ensemble et dans ses segments spécifiques dans les différents courants que l'on peut attribuer à l'écologie politique : théories de la transition, décroissance, justice sociale et environnementale.

Car le cas du Notav pose à la sociologie et à l'histoire la question de l'ancrage politique, et se démarque par une très grande hétérogénéité des profils. A l'instar des personnes engagées dans la transition ou la décroissance (Semal, 2011), les acteurs sociaux ne formulent pas de discours idéologiques clairement identifiés. Ni les matériaux militants, ni les entretiens semi-directifs individuels ou le focus groupe n'évoquent, spontanément, le rejet du néolibéralisme formulé comme tel, pas plus qu'ils ne relèvent, dans un autre registre, du « catastrophisme éclairé » (Dupuy, 2004) et « apocalyptique » (Afeissa, 2014), ou de l'écologie profonde. Sans revendiquer d'appartenance à un courant ou à un autre, les écologistes du mouvement Notav proposent une reformulation des catégories sociales, économiques, environnementales, à la lumière du « mode de vie alternatif » développé dans la vallée de Suse en dehors du temps des mobilisations, au nom de la nécessité de ralentir. La reformulation des catégories de la vie sociale autour d'alternatives politiques et en opposition au projet du Lyon-Turin appuie l'hypothèse de cette communication, selon laquelle le mouvement Notav participe à la construction de l'écologie politique en Italie et plus largement en Europe. Il s'inscrit dans cette perspective notamment en reprenant certains modes d'actions de l'écologie et en renouvelant les cadres du politique à travers différents modes d'occupation de l'espace. L'objet de cette présentation est de mettre en lumière la manière dont le mouvement Notav contribue à la matérialité d'une écologie inscrite dans le territoire de la vallée de Suse et des centres urbains à proximité.

Si le cadre de pensée adopté ici, hérité des théories de l'action collective, est attentif à la subjectivité et à l'émancipation individuelle et collective des acteurs sociaux, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit également de mettre en lumière les lignes de tension du conflit social. Cette dimension sera abordée à travers la Théorie critique et la notion « d'espace public oppositionnel » développée par Oskar Negt (1985) et développée lors du précédent colloque « Penser l'écologie politique », qui s'est déroulé en janvier 2014. La composition et la proposition d'une alternative, née de la tension dialectique entre ces deux dynamiques, est pensée dans ce travail à partir de la notion de « modernités multiples » (Eisenstadt, 2000) qui désigne la confrontation et la co-construction de différents modèles se revendiquant de la modernité. Au-delà de la sociologie, le cadre de réflexion est plus largement celui des humanités environnementales, intégrant la complexité des catégories spatio-temporelles. Si la sociologie offre les ressources conceptuelles nécessaires pour rendre compte des manifestations empiriques du « dissensus » (Rancière, 1998), la prise en compte des marqueurs temporels ne peut faire l'économie des apports d'autres champs disciplinaires. En posant tout d'abord la question de la vie bonne et du « bien commun », puisque ces catégories sont formulées par les acteurs. Dans le cadre d'un territoire géographique et symbolique, le mouvement Notav s'inscrit dans le contexte philosophique des « éthiques environnementales » (Larrère et Larrère, 1992). Puis, il est indispensable d'examiner l'un des axes fondateurs du mouvement : la représentation du temps, notamment à travers les conflits qu'elle génère, à partir des marqueurs temporels. Cette compréhension de la sociologie comme « science de l'histoire » au sens de *Kulturwissenschaft*, telle qu'elle a été définie par Max Weber, permet de replacer les faits dans leur épaisseur historique en les contextualisant (Noiriel, 2006). Dans cette communication, l'écologie des acteurs Notav sera donc abordée à travers l'expérience du sujet ; à travers la culture de groupe que cela donne à voir ; à travers les conflits qu'elle génère.

## 1. Représentation de l'écologie politique dans le mouvement Notav

### *-Enquête de terrain*

Lors des deux années d'enquête de terrain, vingt entretiens semi-directifs ont été menés avec les militants<sup>1</sup> du mouvement Notav. Afin de répondre à l'exigence de capter les différentes manifestations écologistes dans le mouvement, trois groupes d'enquêtés ont été sélectionnés en fonction de leur classe d'âge, du mode de rencontre et du lieu de vie :

- membres permanents des « centri sociali » (centres sociaux urbains<sup>2</sup>) participant aux événements publics Notav, ne résidant pas à plein temps dans la vallée mais occupant et organisant un campement à proximité du village de Venaus. Ce campement fonctionne selon des modes d'action écologistes (véganisme, toilettes sèches, récupération des eaux de pluie)
- membres actifs de groupements associatifs ayant une forte dimension écologiste, basés dans la vallée de Suse et/ou à Turin : « Etnomia » (contraction des termes Ethique et Economie, réseau d'entreprises mettant en lien les consommateurs et les producteurs dans la vallée de Suse), « Laboratorio Civico » (laboratoire civique), « Presidio Europa » (comité Europe) mais aussi « Eco-osservatorio » (Eco-observatoire), « Riffiuti zero » (Zéro Déchets), « Cooperativa sociale » (Coopérative sociale). Cette catégorie d'enquêtés est celle dont les critères sont le plus difficilement identifiables : les personnes, âgées de 30 à 50 ans, sont engagés sur des transitions individuelles à court terme (fréquentation d'un centre social « soft » ; adoption progressif d'un mode de vie néo-rural ; etc.)
- membres engagés dans des associations écologistes et de protection de l'environnement membres du collectif Habitat, aujourd'hui comité de contre-expertise scientifique.

Dans la perspective d'une compréhension complexe des courants de pensée et des modes d'action de l'écologie politique, l'usage de l'entretien semi-directif a pour objet de retracer la variété des trajectoires politiques des militants du mouvement Notav. Pour les plus âgés d'entre eux, ces parcours vont puiser dans un socle commun allant de l'ouvriérisme autonome des années 1960 à la culture « no-global » (altermondialiste). Si tous se reconnaissent dans les termes de « militant » et « d'écologiste », cette approche permet de mettre en lumière les façons dont ils se définissent eux-mêmes comme écologistes (seulement, aussi, pas que, pas vraiment, selon quelle définition ?).

### *- Relation ontologique à la nature et écologie*

Au-delà des trajectoires politiques individuelles, nourrissant le vivier idéologique de l'écologie, les entretiens semi-directifs laissent transparaître d'autres éléments relevant du lien individuel et collectif à la nature réinvesti dans l'écologisme. En premier lieu, on peut souligner la projection de soi et de la « comunità » (communauté, groupe) sur la réalité géo-administrative mais aussi physique, à travers les ressources et le patrimoine naturel, culturelle et affective du lieu. Ici la notion de « territorio » excède la traduction française de territoire et prend plusieurs sens, parmi lesquels celui de « terroir », comme réalité

---

1 Le terme générique de « militante » (militant) est accepté par l'ensemble des personnes interrogées, bien que certaines d'entre elles reviennent sur la justesse du sens de celui-ci, lui préférant parfois le terme « d'attivista » (activiste).

2 Forme d'occupation à long terme entre le squat, le centre d'accueil aux migrants, le centre d'animation de quartier

identitaire culturaliste ou celui de « terrun », dépréciatif, renvoyant à la paysannerie pauvre. La part de fantasme quant à l'homogénéité d'une vallée de Suse devenue mythique, à sa défense et l'imprécision des frontières de ce territoire devront faire l'objet d'une autre discussion, certes fondamentale. Ce qui importe ici, c'est l'inscription de ces revendications dans une proposition énoncée par Arturo Escobar (2012) : celle du lien ontologique à la nature, moteur de mouvements sociaux et participant de la construction de l'écologie politique. Qu'ils choisissent une aire – la vallée de Suse – ou un site naturel d'exception – le premier rassemblement contre la construction du Tav s'intitulait « conférence pour le futur des Alpes », les militants organisent la lutte autour d'une continuité socio-paysagère à laquelle ils l'identifient. Cette identification s'élabore de manière non pas métaphorique mais à travers l'usage d'éléments matériels tangibles. Ainsi, le découpage administratif national – « comunità montana » (communauté de montagne, entité désignant une continuité paysagère dont la gestion est laissée à un comité élu), « confederazione dei sindaci » (confédération des maires) et parc régional – a pu servir d'appui et de moyen de pression institutionnel à la lutte (Lastrico, 2012). Au mois de janvier 2014, les « comunità montana » ont été effacées du paysage administratif national. Jusqu'à cette date, celle de la basse vallée de Suse était engagée contre la construction du tunnel, au nom de la protection des nappes phréatiques alimentant le réseau d'eau potable de la ville de Turin dont elle avait la gestion. Dans un autre registre et à une autre échelle, l'histoire de la confrontation avec la violence d'Etat s'écrit dans le sillage de la mémoire politique du Piémont. De la résistance partisane de la vallée au rôle fondamental de Turin dans les luttes ouvrières, les militants se placent dans la tradition de leurs prédécesseurs pour dénoncer tant la « militarisation » que les chantiers successifs de la vallée de Suse, comme une violence quotidienne et une violation, inscrite dans les corps et sur le territoire, à travers la répression et les infrastructures ou à venir.

#### *- Résistances quotidiennes*

Puis, les entretiens semi-directifs révèlent aussi l'existence de « résistances quotidiennes » (Dobré, 2003) à travers des « modes de consommation alternatifs » (Laville et Pleyers, 2010) favorisant les échanges dans le cadre de l'économie sociale et solidaire. Ceux-ci varient fortement en fonction des groupes d'enquêtés, mais se rapporte dans tous les cas à une logique du lieu. L'extrait d'entretien de Nicola (25 ans), membre permanent d'un centre social milanais et visiteur régulier du campement de Venaus, évoque une alternative radicale: « *Une des belles choses du campement, c'est que tu peux oublier ton portefeuille chez toi. Parce qu'il y a celui qui t'offre le vin qu'a fait le paysan là, tu manges ce qu'a cuisiné l'autre, on va là, quelqu'un nous emmène, on trouve une manière d'y aller, on le fait, ou on y va à pied. Il se forme un niveau, aussi, de contre-pouvoir, dans le sens, de sortie de, des logiques de marché pour entrer dans des logiques de lutte, d'éco-existence et de démocratie participative réelles.* » Cette expérience ponctuelle se prolonge dans la vie quotidienne, dans l'espace du centre social urbain. Elle diffère fortement de l'initiative de Francesca et Paulo, un couple de 36 et 38 ans. Ces travailleurs sociaux ont récemment quitté Turin pour aller vivre dans la vallée de Suse, dont il est originaire. Le compromis a porté sur la petite ville d'Almese, une petite commune accessible en train, où la famille de Paulo possédait une maison. Francesca partage son temps entre la mise en place d'un centre social "soft" à Turin, qui n'est pas occupé à plein temps et le mouvement Notav. Elle projette de s'établir dans le

futur encore plus loin de la ville, éventuellement en acquérant un terrain avec plusieurs amis pour pratiquer l'agriculture végétarienne et biologique.

## 2. La recomposition des catégories

### *- Observation participante, livres, journaux, réseaux sociaux*

Dans la première partie, nous avons identifié les différents modes d'actions et catégories sociopolitiques engagées dans le mouvement Notav à travers les entretiens. Un travail d'observation participante régulier dans la vallée de Suse, complété par la consultation d'un ensemble de matériaux discursifs produits par certains militants a permis de mettre en évidence la recomposition des secteurs du champ social dans le domaine des revendications et des actions. Les groupes qui ont été abordés dans cette phase de l'enquête partagent plusieurs caractéristiques communes : ils sont nés du mouvement Notav ; ils se reconnaissent dans le terme « écologiste » ; reliés entre eux par des personnes, des événements, et la lutte contre le Tav, ils ne sont pas en réseau avec d'autres groupes de même nature sur le reste du territoire national.

Le site du « Laboratorio civico » (Laboratoire civique) propose une synthèse éclairante de cette recomposition des catégories, qui s'oppose notamment à la partition entre des domaines relevant de la protection de la nature et d'autres de la justice sociale : « Plus spécifiquement, nous voulons :

*Inciter la participation active des citoyens à la vie politique, sociale et culturelle. Mettre en oeuvre les actions nécessaires pour défendre le territoire de tout type d'agression/ de spéculation. Favoriser l'agrégation sociale et culturelle Promouvoir la production et l'échange de produits cultivés sur le territoire. Inciter la participation à des groupes d'achats solidaires Notre expérience a pour objet d'évaluer si la démocratie participative est une utopie ou si elle peut être un instrument utile pour vivre mieux.*

Cette description met l'accent sur l'homogénéité culturelle du "territoire" et les modalités de participation à la prise de décision. Le groupe, né et évoluant uniquement dans la bourgade d'Almese en 2011, reflèterait l'inquiétude des riverains du futur projet Notav. Les extraits de l'entretien de Lorenzo montrent que c'est cette dimension citoyenne et collective qu'il désire mettre en avant:

*Laboratoire civique...Laboratoire, c'est assez facile à deviner, civique parce que...il y a un peu cette idée de la polis comme bien commun, parce que ce n'est pas seulement environnemental, c'est-à-dire que c'est un tour d'horizon à 180°. Parce qu'elle naît avec l'idée que l'on puisse, que l'on puisse s'occuper de notre propre réalité, au niveau administratif, avec cette discipline politique-là, qui n'est pas celle qui est liée à un parti, mais comme citoyen qui se met au service de la société.*

Si ce sont les arguments participatifs qui sont mis en avant, il n'en demeure pas moins que c'est à partir d'éléments géographiques du contexte que Lorenzo explique la vive implication de cette commune dans le mouvement: « *le projet initial devait passer sur le côté hydraulique gauche de la Dora, donc passer vraiment sur Almese. Les gens ont été alarmés, clairement, parce qu'ils trouaient le Musiné. Et là ils sont tous, justement, tous propriétaires*

*Document provisoire. Ce texte fera l'objet d'une publication de la Fondation de l'Ecologie Politique*

*de leurs maisons* ». Puis, la plupart des activités concrètes autour desquelles les militants se rassemblent relèvent directement du domaine de l'écologie: initiation du référendum sur la publicisation de l'eau en 2011 et opposition à la privatisation du réseau à travers un partenariat public/privé ; opposition à la construction d'un incinérateur de déchets à Turin, tant pour une question de coûts que pour limiter les émissions de gaz ; opposition au transport et à l'enfouissement de déchets nucléaires depuis la France dans la commune voisine de Vercelli ; rédaction d'un plan de régulation en opposition à la bétonisation et usage du territoire au bénéfice des résidences secondaires.

Depuis mai 2014, de nombreux membres actifs du « Laboratorio civico » siègent comme conseillers municipaux de la liste civique à la Mairie d'Almese, où ils portent la lutte Notav et le programme pédagogique et opérationnel de leur collectif. Au-delà de la réalité locale de cet engagement conflictuel, opposé aux projets d'aménagements portés par les institutions et les entreprises locales, c'est toute une histoire récente, nationale et transnationale, de l'écologie et de la participation qui est engagée : référendum national sur l'eau (2011) ; accident de Fukushima (mars 2011).

### 3. L'écologie revendiquée

#### *- Focus group*

Contrairement aux deux autres groupes de militants pour qui l'écologie représentait une dimension essentielle mais non première de leur engagement, les personnes composant le comité de contre-expertise scientifique se sont impliquées dans le mouvement Notav au nom de l'écologie. C'est cette posture qui motive leurs activités politiques au sein d'associations de protection de l'environnement. C'est à ce titre que ces structures ont mis en place, c'est pour cela qu'elles ont constitué le premier collectif Habitat et qu'elles exercent encore aujourd'hui une activité de contre-expertise face à l'expertise orchestrée par le gouvernement italien. Un focus group a rassemblé le 26 août dernier six membres de ce comité, parmi lesquels les dirigeants locaux de deux associations nationales, à Turin.

#### *- Décroissance*

L'objet de cette réunion était de pousser les militants à réfléchir sur les orientations idéologiques et plus spécifiquement écologistes du mouvement. Le contexte était favorable à mettre l'accent sur la dimension décroissante du mouvement. Quelques semaines auparavant, un documentariste français, Philippe Borrel, s'était rendu dans la vallée de Susse dans le travail se voulant un panorama des actions décroissantes, opposées à la frénésie du système et les initiatives d'un autre mode de vie, plus "vertueux", économe en oxygène, éloigné des envies irrépressibles de la société de consommation, un mode de vie favorisant les circuits courts et les rapports humains. Dans le documentaire, on voit l'un des membres du comité synthétiser ce modèle en une phrase: « *la modernité, ce n'est pas d'aller plus vite, mais d'avancer de manière consciente* ». Dans l'entretien, le garde-chasse ajoute: « *le mode de vie développé en Val Susa ne requière pas que tu allumes le téléviseur le soir* ».

Le focus group a donné lieu à un article, paru dans la revue écologiste Silence, et qui finit ainsi:

*Document provisoire. Ce texte fera l'objet d'une publication de la Fondation de l'Ecologie Politique*

*Sans dogmatisme et sans violence, les vingt-cinq années du mouvement Notav ont fait l'effet d'une véritable révolution des manières d'habiter un territoire. Cette transition est née d'une volonté de faire vivre et de rendre visible une vision radicalement alternative de la vie. Une vision qui n'est pas celle de la culpabilisation et des bonnes pratiques environnementales, venant masquer un consumérisme et un individualisme intact.*

*Extraordinaires il y a cinquante ans, ces pratiques ne servent plus aujourd'hui qu'à se laver la conscience. Une vision qui, en revanche, consiste à promouvoir un autre modèle de société, remettant en question l'ensemble des choix sociaux, économiques et politiques qui sont fait à la racine. Et c'est justement dans ce radicalisme et dans cette remise en question créative que réside l'écologie politique. (Silence, numéro de mars 2015)*

#### *- Expertise*

A l'autre extrémité de ce spectre idéologique, se situe le travail mené par le comité plusieurs fois par an dans la ville de Turin. En 2007, le gouvernement italien a mis en place un Observatoire chargé de produire et de diffuser des informations sur le projet du Lyon-Turin. C'est en réaction à cet organisme que l'ancien collectif Habitat s'est constitué en comité de contre-expertise. Cette activité d'observation, qui au fil des années a donné lieu au recrutement de notables du monde académique – techniciens, chercheurs, mais aussi juristes – est fortement valorisée dans le discours des militants qui animent le comité. Pour Vincenzo, jeune président de l'une des associations, le travail de contre-expertise mené par quelques uns constitue le lien entre tous les militants :

*Ça a été une question qui a agrégé toute la communauté, voilà, depuis les institutions, donc les communes, aux simples citoyens, des jeunes et des vieux, et ce qui m'avait frappé, qui m'était vraiment plu, qui m'avait vraiment plu, c'est qu'ils se sont mis à étudier. Enfin, dès le début, des personnes très normales, qui n'avaient jamais traité de problématiques complexes, quand même, analyser des projets ce n'est, ce n'est pas simple...ils se sont procuré les cartes, ils s'y sont mis tous les soirs à étudier et à approfondir l'argument.*

Cet avis quant au rôle des associations écologistes engagées dans le mouvement Notav est très partial ; si la structure dirigée par Vincenzo participe amplement à la sédimentation du mouvement autour d'une légitimité scientifique, elle accueille et accepte une conception technicienne de l'écologie, qui est également celle avancée par le gouvernement à travers les différents Cahiers de l'Observatoire du Tav, publiés dès 2007 et celle soutenue par Bruxelles, au nom du développement durable. C'est d'ailleurs sur ce terrain, à cette échelle territoriale, que l'association opère, à Bruxelles, un rôle de médiation qui vise à "assurer le lien avec les politiques européennes, à suivre de près les directives, à maintenir le lien" (Vincenzo).

#### Conclusion

Défini par ses militants et par ses ennemis comme un mouvement populaire, amené au centre de l'espace public quand on parle de heurts et de confrontations, le mouvement Notav est né dans le sillon de l'écologie politique institutionnelle et non institutionnelle en Italie. A travers la reformulation des secteurs du champ social, à travers le développement de modes de consommation, d'occupation d'espaces, d'imaginaires collectifs de la lutte, cette mobilisation nourrit le domaine de l'écologie politique et déborde sur d'autres domaines.

*Document provisoire. Ce texte fera l'objet d'une publication de la Fondation de l'Ecologie Politique*

Dans cette perspective, peut-on considérer que l'écologie est partout? Et quel statut donner à l'écologie politique? Tournant paradigmatique dans les SHS, programme de la politique institutionnelle, nouvelle coloration dans la quête de justice sociale. Qu'est-ce que le Notav nous dit de ce que devrait être l'écologie politique?